



Division des Budgets Académiques

DBA/14-621-1 du 27/01/2014

AVANTAGES EN NATURE "LOGEMENT" 2014

Références : Arrêté du 10 décembre 2002 relatif à l'évaluation des avantages en nature en vue du calcul des cotisations de sécurité sociale (Journal Officiel du 27 décembre 2002) - Note de service DAF C2 n°2007-053 du 5 mars 2007 relative à l'évaluation de l'avantage en nature logement en vue du calcul des cotisations de sécurité sociale (CSG et CRDS), de l'assujettissement à l'impôt sur le revenu des personnes physiques (IRPP) et au régime de retraite additionnelle de la fonction publique (RAFP) à compter du 1er janvier 2007 (Bulletin Officiel n°11 du 15 mars 2007) - Circulaire interministérielle n°200509433 et n°6-BRS-07-1163 du 1er juin 2007 relative aux avantages en nature ; régime social et fiscal applicable et obligations déclaratives correspondantes - Note de service DAF C2/2007 n°269 du 6 septembre 2007 actualisant certaines dispositions de la note de service MEN/DAFC2 n°2007-053 du 5 mars 2007 - Note de service DAF C3/2014 n°0002 du 14 janvier 2014 actualisant la grille d'évaluation forfaitaire pour l'année 2014

Destinataires : Mesdames et Messieurs les Chefs d'Etablissements d'enseignement public

Dossier suivi par : M. MENDRE - Bureau du Contrôle Interne Comptable, de la Réglementation et des Titres de Perception

Il convient, pour l'ensemble des personnels placés sous votre autorité, de procéder à une déclaration des avantages en nature des personnels logés par nécessité absolue ou utilité de service au cours de la période du 1^{er} janvier 2014 au 31 décembre 2014 et, si nécessaire, de régulariser la période du 1^{er} septembre 2013 au 31 décembre 2013.

Les états sont à envoyer au service gestionnaire dont relève l'agent (précisé sur l'état à établir) et non à la DBA – Pôle académique de coordination de la paye et du budget de la masse salariale, au plus tard le 21 février 2014 (délai de rigueur).

Les personnels OEA, OP et MO ayant opté pour le détachement ou l'intégration dans la fonction publique territoriale relèvent désormais, en matière d'avantages en nature, des instructions données par les Conseils Généraux et le Conseil Régional.

N.B : dans la note ci-après, l'année N signifie 2014 et l'année N-1 2013.

Dispositif des modalités d'évaluation des avantages en nature « logement » :

Aux termes de l'article 57 de la loi de finances rectificative pour 2005 (JO du 31 décembre 2005), codifié à l'article 82 du code général des impôts, le montant des rémunérations allouées sous la forme d'un avantage en nature « logement » est désormais évalué, pour le calcul de l'impôt sur le revenu des personnes physiques, selon les règles établies pour le calcul des cotisations de sécurité sociale (CSG et CRDS), quel que soit le niveau de rémunération des bénéficiaires.

Cette simplification fiscale permet à l'employeur, pour le calcul de la valeur de l'avantage en nature, d'opter pour le système d'évaluation le plus favorable pour l'agent, qu'il s'agisse de l'évaluation forfaitaire ou de la valeur locative servant à l'établissement de la taxe d'habitation.

A. Modalités d'évaluation de l'avantage en nature « logement ».

A-1. Evaluation forfaitaire.

Pour appliquer ce système d'évaluation, il convient de prendre en compte le niveau de rémunération¹ de l'agent, d'une part, et le nombre de pièces principales² du logement, d'autre part.

Depuis le 1^{er} janvier 2007, la valeur forfaitaire est diminuée d'un abattement de 30% pour tenir compte des sujétions particulières liées à l'occupation du logement, lorsqu'il est concédé par nécessité absolue de service.

La valeur des avantages accessoires (chauffage, eau, gaz, électricité) est intégrée au barème forfaitaire.

A-2. Evaluation d'après la valeur locative brute servant à l'établissement de la taxe d'habitation.

L'évaluation d'après la valeur locative servant à l'établissement de la taxe d'habitation correspond au cumul de la valeur locative brute actualisée et de la valeur réelle des avantages accessoires :

- valeur locative brute du logement figurant sur l'avis d'imposition au titre de la taxe d'habitation de l'année N-1³ diminuée d'un abattement de 30 % pour tenir compte des sujétions particulières liées à l'occupation du logement ;
- valeur réelle des prestations accessoires : montant des consommations en chauffage, eau, gaz, électricité de l'année N-1 attesté par les factures et relevés de compteur.

N.B. Lorsque le montant des avantages accessoires ne peut être obtenu, soit parce qu'il n'existe aucun compteur individuel, soit parce qu'il n'existe aucune possibilité d'évaluation de sa valeur, le système de l'évaluation forfaitaire de l'avantage en nature logement doit être retenu.

B. Avantage en nature « logement » par nécessité absolue de service.

Pour l'évaluation des avantages en nature de l'agent logé par nécessité absolue de service, les services académiques chargés de la gestion du dossier de l'agent opteront, entre l'évaluation forfaitaire et l'évaluation d'après la valeur locative brute servant à l'établissement de la taxe d'habitation, pour le système d'évaluation le plus favorable pour l'agent.

C. Avantage en nature « logement » par utilité de service.

C-1. Définition.

Ainsi que le précise la circulaire interministérielle n°200509433 et n°6-BRS-07-1163 du 1^{er} juin 2007, il n'y a pas d'avantage en nature « logement » dès lors que le bénéficiaire verse à son employeur, en échange du logement fourni, une redevance compensatrice dont le montant est supérieur ou égal, selon l'option exercée par l'employeur, au montant forfaitaire ou à la valeur locative brute servant à l'établissement de la taxe d'habitation⁴. Lorsque la redevance est inférieure à cette valeur, la différence constitue un avantage en nature soumis à cotisations et contributions sociales ainsi qu'à l'impôt sur le revenu. Toutefois,

¹ Traitements bruts y compris les bonifications indiciaires et nouvelles bonifications indiciaires.

² En application de l'article R.111-1 du code de la construction et de l'habitation, les pièces principales sont celles destinées au séjour ou au sommeil.

³ N étant l'année au titre de laquelle la déclaration d'avantage en nature est effectuée.

⁴ Il s'agit exclusivement de la valeur servant à l'établissement de la taxe d'habitation dans les conditions fixées par les articles 1496 et 1516 du code général des impôts. Dans ces conditions, il convient de ne pas appliquer d'abattement à la valeur en question dans la mesure où en application de l'article R.100 du code du domaine de l'Etat, les agents logés par utilité de service n'ont pas l'obligation de loger dans les locaux concédés.

dans tous les cas où cette différence est inférieure au montant correspondant à la première tranche du barème forfaitaire pour un logement composé d'une pièce principale*, l'avantage en nature « logement » est exonéré des différentes cotisations et de l'imposition sur le revenu.

- * Pour l'année civile 2013, ce montant est de 65,80 € par mois.
Pour l'année civile 2014, ce montant est de 66,70 € par mois.

C-2. Evaluation de l'avantage en nature par utilité de service.

Lorsque l'agent dispose d'un avantage en nature « logement » par utilité de service, celui-ci doit faire l'objet d'une évaluation forfaitaire et d'une évaluation d'après la valeur locative brute servant à l'établissement de la taxe d'habitation, les services académiques chargés de la gestion du dossier de l'agent optant pour le système d'évaluation le plus favorable pour l'agent.

Signataire : Patrick ARNAUD, Secrétaire Général Adjoint de l'Académie d'Aix-Marseille

Evaluation forfaitaire de l'avantage en nature logement pour 2013 pour les agents logés par utilité de service

(Cf note MEN/DAFC2 n°269 du 06/09/2007)

| | 1^{ère} tranche (Rémunération < 0,5 fois le plafond mensuel de sécurité sociale) | 2^{ème} tranche (0,5P≤R≤0,6P) | 3^{ème} tranche (0,6P≤R≤0,7P) | 4^{ème} tranche (0,7P≤R≤0,9P) | 5^{ème} tranche (0,9P≤R≤1,1P) | 6^{ème} tranche (1,1P≤R≤1,3P) | 7^{ème} tranche (1,3P≤R≤1,5P) | 8^{ème} tranche (Rémunération ≥ 1,5 du plafond de sécurité sociale) |
|---|--|---|---|---|---|---|---|--|
| Rémunération brute mensuelle ¹ | Soit inférieure à 1 564,50 € | De 1 564,50 € à 1 877,39 € | De 1 877,40 € à 2 190,29 € | De 2 190,30€ à 2 816,09 € | De 2 816,10 € à 3 441,89 € | De 3 441,90 € à 4 067,69 € | De 4 067,70 € à 4 693,49 € | A partir de 4 693,50 € |
| Forfait pour un logement d'une seule pièce principale | 66,70 | 77,90 | 88,90 | 99,90 | 122,30 | 144,40 | 166,60 | 188,90 |
| Forfait par pièce principale si le logement comporte plusieurs pièces | 35,60 | 50,00 | 66,70 | 83,30 | 105,50 | 127,70 | 155,40 | 177,80 |
| Soit, forfait mensuel pour un F3 | 106,80 | 150,00 | 200,10 | 249,90 | 316,50 | 383,10 | 466,20 | 533,40 |
| Soit, forfait annuel pour un F3 | 1 281,60 | 1 800,00 | 2 401,20 | 2 998,80 | 3 798,00 | 4 597,20 | 5 594,40 | 6 400,80 |
| Soit, forfait annuel pour un F4 | 1 708,80 | 2 400,00 | 3 201,60 | 3 998,40 | 5 064,00 | 6 129,60 | 7 459,20 | 8 534,40 |
| Soit, forfait annuel pour un F5 | 2 136,00 | 3 000,00 | 4 002,00 | 4 998,00 | 6 330,00 | 7 662,00 | 9 324,00 | 10 668,00 |

Evaluation forfaitaire de l'avantage en nature logement pour 2013 pour les agents logés par nécessité absolue de service

(abattement de 30 % sur la valeur forfaitaire)

| | 1^{ère} tranche (Rémunération < 0,5 fois le plafond mensuel de sécurité sociale) | 2^{ème} tranche (0,5P≤R≤0,6P) | 3^{ème} tranche (0,6P≤R≤0,7P) | 4^{ème} tranche (0,7P≤R≤0,9P) | 5^{ème} tranche (0,9P≤R≤1,1P) | 6^{ème} tranche (1,1P≤R≤1,3P) | 7^{ème} tranche (1,3P≤R≤1,5P) | 8^{ème} tranche (Rémunération ≥ 1,5 du plafond de sécurité sociale) |
|---|--|---|---|---|---|---|---|--|
| Rémunération brute mensuelle ¹ | Soit inférieure à 1 564,50 € | De 1 564,50 € à 1 877,39 € | De 1 877,40 € à 2 190,29 € | De 2 190,30€ à 2 816,09 € | De 2 816,10 € à 3 441,89 € | De 3 441,90 € à 4 067,69 € | De 4 067,70 € à 4 693,49 € | A partir de 4 693,50 € |
| Forfait pour un logement d'une seule pièce principale | 46,69 | 54,53 | 62,23 | 69,93 | 85,61 | 101,08 | 116,62 | 132,23 |
| Forfait par pièce principale si le logement comporte plusieurs pièces | 24,92 | 35,00 | 46,69 | 58,31 | 73,85 | 89,39 | 108,78 | 124,46 |
| Soit, forfait mensuel pour un F3 | 74,76 | 105,00 | 140,07 | 174,93 | 221,55 | 268,17 | 326,34 | 373,38 |
| Soit, forfait annuel pour un F3 | 897,12 | 1 260,00 | 1 680,84 | 2 099,16 | 2 658,60 | 3 218,04 | 3 916,08 | 4 480,56 |
| Soit, forfait annuel pour un F4 | 1 196,16 | 1 680,00 | 2 241,12 | 2 798,88 | 3 544,80 | 4 290,72 | 5 221,44 | 5 974,08 |
| Soit, forfait annuel pour un F5 | 1 495,20 | 2 100,00 | 2 801,40 | 3 498,60 | 4 431,00 | 5 363,40 | 6 526,80 | 7 467,60 |

¹ Pour les fonctionnaires, il s'agit de la rémunération brute donnant lieu à retenu pour pension uniquement

ASSUJETTISSEMENT A LA CSG, A LA CRDS ET A LA RAFP DE L'AVANTAGE EN NATURE LOGEMENT PAR NECESSITE ABSOLUE DE SERVICE

Arrêté du 10 décembre 2002 - Note de service DAF C2 n° 2007-053 du 5 mars 2007 - Circulaire interministérielle du 1^{er} juin 2007

Document à retourner au service chargé de la gestion du dossier de l'agent :

•Personnels ATSS et d'encadrement → Rectorat – DIEPAT •Personnels enseignants 2nd degré → Rectorat – DIPE •Personnels enseignants 1^{er} degré → DASEN – DPE •Supérieur → BLT Sup

PERIODE DU AU

Nom : _____ Prénom : _____ Grade : _____

Nom et N° de l'établissement d'affectation : _____

Date d'entrée dans le logement concédé : _____ Nombre de pièces principales du logement : _____

| | |
|--|---|
| <p>Le Chef d'établissement ou le Maire déclare¹:</p> <p>Valeur locative annuelle brute du logement figurant sur l'avis d'imposition au titre de la taxe d'habitation² : €</p> <p>Valeur locative mensuelle après abattement³ de 30% : €</p> <p>+ Montant mensuel des avantages accessoires⁴ : (eau, chauffage, électricité, gaz) €</p> <hr/> <p>= Montant mensuel total issu du système d'évaluation d'après la valeur locative servant à l'établissement de la taxe d'habitation = €</p> <p>Certifié exact à.....le.....</p> <p>Le Chef d'Etablissement, le Maire (1^{er} degré)¹</p> | <p>Partie complétée par le service (Rectorat – IA) chargé de la gestion du dossier de l'agent :</p> <p>Rémunération brute mensuelle de l'agent (traitements bruts y compris les BI et NBI) : €</p> <p>Evaluation forfaitaire mensuelle de l'avantage en nature logement par <u>nécessité absolue de service</u> : €</p> <p><u>Mode d'évaluation le plus favorable pour l'agent⁵ :</u></p> <p><input type="checkbox"/> Evaluation d'après la valeur locative brute</p> <p><input type="checkbox"/> Evaluation forfaitaire</p> <p><u>Nom et signature du responsable du service chargé de la préliquidation :</u></p> <p>A....., le.....</p> |
|--|---|

¹ Barrer la mention inutile. ² La copie de l'avis d'imposition au titre de la taxe d'habitation doit obligatoirement être jointe à la présente déclaration. ³ Abattement pour tenir compte des sujétions particulières liées à l'occupation du logement. ⁴ Lorsque ce montant ne peut être obtenu, soit parce qu'il n'existe aucun compteur individuel, soit parce qu'il n'existe aucune possibilité d'évaluation de sa valeur, le système forfaitaire doit être retenu. ⁵ Cocher la case correspondante

ASSUJETTISSEMENT A LA CSG, A LA CRDS ET A LA RAFFP DE L'AVANTAGE EN NATURE LOGEMENT PAR UTILITE DE SERVICE

Arrêté du 10 décembre 2002 - Note de service DAF C2 n° 2007-053 du 5 mars 2007 - Circulaire interministérielle du 1^{er} juin 2007

Document à retourner au service chargé de la gestion du dossier de l'agent :

•Personnels ATSS et d'encadrement → Rectorat – DIEPAT •Personnels enseignants 2nd degré → Rectorat – DIPE •Personnels enseignants 1^{er} degré → DASEN – DPE •Supérieur → BLT Sup

PERIODE DU AU

Nom : _____ Prénom : _____ Grade : _____

Nom et N° de l'établissement d'affectation : _____

Date d'entrée dans le logement concédé : _____ Nombre de pièces principales du logement : _____

| | |
|--|--|
| <p>Le Chef d'établissement ou le Maire déclare¹ :</p> | <p>Partie complétée par le service (Rectorat – IA) chargé de la gestion du dossier de l'agent :</p> |
| <p>Valeur locative mensuelle brute servant à l'établissement de la taxe d'habitation² : €</p> | <p>Rémunération brute mensuelle de l'agent (traitements bruts y compris les BI et NBI) : €</p> |
| <p>+ Montant mensuel des avantages accessoires³ (eau, chauffage, électricité, gaz) : €</p> | <p>Evaluation forfaitaire mensuelle de l'avantage en nature logement par <u>utilité de service</u> : €</p> |
| <p>= Montant mensuel total issu du système d'évaluation d'après la valeur locative = €</p> | <p><u>Mode d'évaluation le plus favorable pour l'agent⁴:</u> <input type="checkbox"/> Evaluation d'après la valeur locative brute <input type="checkbox"/> Evaluation forfaitaire</p> |
| <p>Montant mensuel de la redevance logement compensatrice versée par l'agent : €</p> | <p><u>Nom et signature du responsable du service chargé de la préliquidation :</u></p> |
| <p>Certifié exact àle..... Le Chef d'Etablissement, le Maire¹ (1^{er} degré)</p> | <p>A....., le.....</p> |

¹ Barrer la mention inutile. ² La copie de l'avis d'imposition au titre de la taxe d'habitation doit obligatoirement être jointe à la présente déclaration. ³ Lorsque ce montant ne peut être obtenu, soit parce qu'il n'existe aucun compteur individuel, soit parce qu'il n'existe aucune possibilité d'évaluation de sa valeur, le système forfaitaire doit être retenu. ⁴ Cocher la case correspondante